



L'APOSTILLE

Hebdomadaire d'informations
juridiques et économiques de la Guyane

2019 : Une année compliquée pour l'emploi Outre-mer



Vendredi 7 décembre 2018 - Numéro 193 - 0,30 €



Le budget 2019 récemment voté laisse planer des incertitudes sur l'emploi ultramarin.

Dans un hémicycle quasiment vide, le Sénat a adopté ce lundi la partie Outre-mer du budget de l'État pour 2019. Un budget qui inquiète les territoires ultramarins et plus particulièrement au niveau de l'emploi. Jean-Pierre Philibert, le président de la FEDOM est monté au créneau dans un ultime sursaut pour tenter de limiter la casse.

Le Gouvernement trahit les Outre-mer et augmente le coût du travail : c'est l'emploi qui va en souffrir », c'est ainsi qu'était titré le communiqué du président de la FEDOM publié le 26 novembre dernier, soit quelques jours avant le vote final de la loi finance et sécurité sociale 2019 pour les Outre-mer. Dans ce document, Jean-Pierre Philibert alerte sur les répercussions « lourdes et durables » qu'entraîneront ces mesures sur des territoires à l'économie déjà fragile.

« Nous escomptions de la part des parlementaires un sursaut. De la part du gouvernement : un ultime sursaut pour améliorer le texte proposé qui ne correspondait pas aux engagements pris devant moi quelques jours avant par la ministre (des Outre-mer).

Mais également qui ne correspondait pas à l'esprit même de l'annonce du Premier ministre », défend le président de la FEDOM.

Selon M. Philibert, Edouard Philippe avait assuré que le dispositif d'exonérations de charges en remplacement du CICE serait mis en place à périmètre égal. « Les entreprises ultramarines ne

devaient pas avoir une augmentation de leurs charges en 2019, mais bien retrouver à minima les exonérations de charges dont elles bénéficiaient en 2018. Mais ce qui a été présenté par la ministre (des Outre-mer) n'était pas le résultat de cet engagement », déplore M. Philibert.

Avec l'aide d'un cabinet d'audit, la FEDOM a mis en place un simulateur dans lequel les entreprises ont renseigné leur situation en 2018 et les prévisions pour 2019 en tenant compte de la nouvelle loi finance et sécurité sociale, afin de comptabiliser les pertes pour l'emploi.

« Nous avons constaté qu'il manquait 180 millions d'euros au titre des exonérations de charges, plus environ 70 millions d'euros de pertes fiscales, puisque l'on remplace un crédit d'impôt qui est neutre pour les résultats des entreprises, par des exonérations qui vont entraîner une augmentation des résultats », explique M. Philibert.

La réponse de la ministre des Outre-mer, Annick Girardin ne s'est pas faite attendre. Dès le lendemain de la publication du communiqué, la ministre a qualifié de « violente » l'attaque de la FEDOM qui l'accusait de vouloir tuer l'emploi en Outre-mer.

Elle a également fait voter un amendement apportant un supplément de 130 millions d'euros pour financer les exonérations de charges dont 24 millions d'euros pour la Martinique et pour la Guadeloupe, 27 millions d'euros pour la Guyane et 10 millions pour les secteurs de l'informatique, du numérique et de la recherche et développement. Des secteurs durement lésés dans le budget 2019.

« 130 millions que l'on nous rend »

De quoi satisfaire sur le moment les entreprises et le président de la FEDOM sans pour autant rassurer. « Dans la foulée, le gouvernement a avancé puisqu'il a déverrouillé le jeu entre le moment où le communiqué est paru et le moment où l'Assemblée nationale a examiné le texte. Une avancée intéressante et significative pour les secteurs du numérique, du digital et de la recherche et développement. On a râlé et on a eu raison de le faire », se satisfait M. Philibert non sans montrer sa déception quant au montant de l'aide. « 130 millions d'euros, ce n'est pas de l'argent que l'on nous donne mais que l'on nous rend. Il manque toujours 120 millions d'euros, d'où notre colère parce que l'on n'a pas respecté la parole qui nous a été donnée et que la plupart de nos entreprises vont se retrouver dans une situation plus difficile en 2018 qu'en 2019 », critique le président de la FEDOM.

Lors de l'adoption du budget au Sénat, la ministre des Outre-mer a également fait voter un nouvel amendement de 65 millions d'euros destinés à l'emploi pour améliorer la réforme des exonérations de charges patronales. A également été adopté, une version remaniée de la réforme des aides économiques permettant la création d'emplois. Un dispositif qu'Annick Girardin s'est dit prête à modifier si les résultats ne sont pas au rendez-vous. « Sur la question de l'emploi, c'est quand même la priorité pour tout ceux qui sont sur le bas-côté. Pour le pouvoir d'achat : la première réponse c'est d'abord l'emploi et une des réponses essentielles à ce budget c'est d'abord l'écosystème qui accompagne les entreprises. Il y a bien sûr un coup de pouce qui est apporté aux entreprises avec cet écosystème global sur plusieurs objectifs. L'idée maintenant c'est de mettre un compteur emploi et qu'il y ait un véritable résultat et des évaluations courantes », a expliqué la ministre des Outre-mer.

Pour Annick Girardin ce budget est un budget de transformation. « (Il s'agit de) transformer les territoires d'Outre-mer pour leur donner la possibilité de se transformer dans leur bassin maritime », a-t-elle dit. Pour le sénateur guadeloupéen et ancien ministre des Outre-mer Victorin Lurel, il s'agit « du plus mauvais budget pour les Outre-mer depuis 20 ans ».

Une nouvelle vision des Outre-mer

En effet, l'année 2019 risque d'être compliquée pour les territoires d'Outre-mer et par conséquent pour l'emploi : prélèvement à la source, baisse des exonérations de charges sociales, suppression du CICE, suppression de la TVA-NPR, diminution de l'abattement fiscal... « Cela fait beaucoup », pour le président de la FEDOM. « Décidément, les foudres de Jupiter sont en train de s'abattre sur les Outre-mer », avait regretté la sénatrice martiniquaise Catherine Conconne.

« 2019 cela fait peur à tout le monde. Déjà avec le prélèvement à la source, il y aura un choc psychologique qui entraînera une chute brutale de la consommation, de l'investissement, donc l'emploi va baisser et encore plus en Outre-mer », analyse Patricia Borda, maître de conférences en économie à l'Université des Antilles pôle Guadeloupe. « Le président de la FEDOM est inquiet car avant, les Outre-mer étaient bien protégées. Mais aujourd'hui les mesures mises en places sont des mesures uniformes. Or, la Guadeloupe est différente de la Franche-Comté, ce n'est pas la même chose, ce n'est pas le même bassin d'em-



ploi. Aujourd'hui le président de la FEDOM sait que l'emploi va coûter cher et que l'on va moins recruter en 2019 », poursuit-il.

Pour le maître de conférence, il est encore un peu prématuré d'analyser la politique économique engagée par le Président Emmanuel Macron, car cela mérite réflexion.

« C'est une nouvelle manière de voir l'économie. Cela sort des sentiers battus, de ce que l'on trouve dans les livres d'économie », selon M. Borda. « (Ce gouvernement) a une vision des DOM qui n'est pas une vision qu'avaient les gouvernements précédents. Ils veulent être moins embêtés et veulent responsabiliser les élus et les gens d'Outre-mer comme ils le font pour les régions françaises », poursuit l'économiste.

Mais ce qui est préoccupant pour M. Borda, c'est le fait que la morosité s'installe chez les chefs d'entreprise. « Les chefs d'entreprise commencent à être pessimistes. Le menuisier du coin a de quoi s'inquiéter pour sa protection sociale, sa demande.

Ce sont des choses qui vont impacter les petits entrepreneurs et les gens peu qualifiés », s'alarme le maître de conférence. « Même la ministre des Outre-mer le reconnaît. Lorsqu'elle dit que dans tous les secteurs d'activité il y a 80-90% de gagnants et que dans le BTP il y a 74% de gagnants, cela fait quand même 26% des entreprises qui sont perdantes », ajoute le président de la FEDOM.

Les conséquences de ces mesures sur l'emploi pourraient notamment entraîner une augmentation de la pauvreté selon M. Borda. « Si on enlève des mesures qui aident les entreprises, on laisse les entreprises se faire concurrence. Les plus fortes resteront sur le marché et les moins fortes en sortiront. Les chefs d'entreprise vont redevenir des salariés et s'appauvrir », s'inquiète le spécialiste en économie.

Un schéma bien sombre pour l'avenir de l'emploi en Outre-mer. Toutefois, peu avant le vote du budget au Sénat, Annick Girardin a annoncé l'existence d'un filet de sécurité sur chaque entreprise qui aura des difficultés en 2019. Espérons que cette fois-ci parole soit tenue.